



COMMUNICATION SUR LE PROGRÈS 2017



SOMMAIRE

Editorial

Présentation de Direct Energie

Les principes du Global Compact

Droits de l'homme

- ✓ Respect des droits fondamentaux
- ✓ Respect et promotion des droits humains pour les entreprises partenaires
- ✓ Entreprise responsable au service des consommateurs
 - Dispositifs internes de lutte contre la précarité énergétique
 - Participation à l'expérimentation du chèque énergie
 - Engagement au sein de l'Observatoire National de la Précarité Energétique
 - Partenariat avec Electriciens sans frontières

Conditions de travail

- ✓ Engagement pour la lutte contre les discriminations
- ✓ Rémunération
 - Structure de la rémunération
 - Intéressement et participation
 - Plan d'épargne entreprise
- ✓ Maintien et amélioration des conditions de travail
 - Priorité pour la santé et la sécurité dans l'ensemble du groupe
 - Campagne de rénovation des locaux
- ✓ Liberté d'association et droit de négociation collective
- ✓ Promotion de la culture d'entreprise

Environnement

- ✓ Fournisseur d'électricité verte
- ✓ Producteur dans le respect de l'environnement
 - Développement et exploitation des centrales à gaz
 - Développement des énergies renouvelables
- ✓ L'innovation au service de la transition énergétique
- ✓ Le développement de nouveaux usages pour la protection de l'environnement
- ✓ Entreprise citoyenne et responsable

Lutte contre la corruption

- ✓ Engagement dans une démarche de déontologie interne forte
- ✓ Mise en œuvre d'un lobbying responsable

Annexe : indicateurs



Depuis 2015, Direct Energie est engagée au sein du Global Compact et publie cette année sa 2ème Communication sur le Progrès en tant qu'entreprise « Active ». C'est donc fier du chemin parcouru par notre groupe et consciente de ses responsabilités que je renouvelle ainsi l'engagement de l'ensemble des collaborateurs de Direct Energie pour le respect et la défense des dix principes définis par l'ONU.

Cette ambition s'est matérialisée par la mise en œuvre d'une politique RSE à la fois ambitieuse et réaliste. Ambitieuse, car Direct Energie connaît depuis plusieurs années une forte croissance de son activité et de ses effectifs, concrétisée par le développement de l'entreprise, à l'origine fournisseur d'électricité et de gaz, sur le segment de la production d'électricité, par l'exploitation de deux centrales à gaz. Désormais opérateur industriel, troisième acteur de l'électricité et du gaz en France, Direct Energie se doit donc d'assumer toutes les responsabilités que lui confère son statut « d'énergéticien du XXIème siècle », au service des consommateurs. Réaliste, car le groupe s'engage au service de cette ambition avec des moyens à son échelle et proportionnés à l'effort qu'elle peut réellement lui consacrer.

Dans cette perspective, Direct Energie prend acte de l'évolution inédite du secteur de l'énergie pour faire de la transition énergétique une

opportunité de développement : sous l'effet de la révolution numérique et du développement des énergies renouvelables, c'est vers un mode de consommation plus décentralisé et plus personnalisé que le fournisseur se doit d'accompagner le consommateur, dont le rôle évolue peu à peu vers celui d'un véritable « consomm'acteur ». Plus sensibilisé à vouloir maîtriser et piloter sa consommation, il est aussi beaucoup plus exigeant vis-à-vis des entreprises avec lesquelles il est en lien au quotidien, dont il entend qu'elles soient respectueuses de l'environnement, de la terre et des Hommes qui y demeurent. Ayant pour ambition la défense d'une consommation à la fois plus responsable et plus intelligente, Direct Energie agit donc concrètement et quotidiennement pour cet objectif.

Dans le prolongement de cette ambition, cette Communication sur le Progrès concrétise donc l'engagement de Direct Energie dans le Pacte Mondial de l'ONU, sur l'ensemble des priorités qu'il entend défendre : protection des droits de l'homme, garantie de conditions de travail saines, défense de l'environnement et lutte contre la corruption. Pour chacune d'entre elles, Direct Energie s'est attachée à décrire les dispositifs déjà mis en place et à définir les objectifs qu'elle se fixe pour les améliorer, avec l'ensemble de ses collaborateurs.

Xavier Caïtucoli
PDG de Direct Energie

PRÉSENTATION DE DIRECT ENERGIE

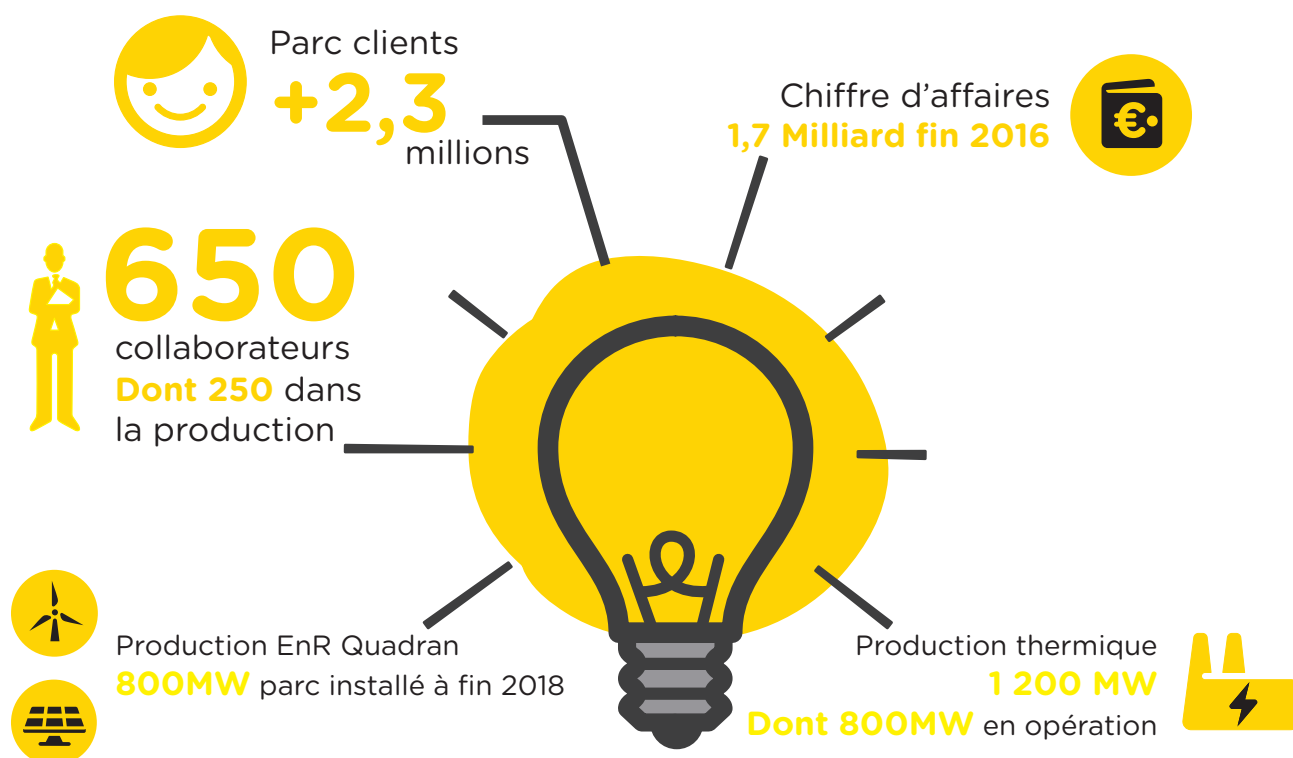
Troisième acteur français du marché de l'électricité et du gaz, le groupe Direct Energie fournit, en France et en Belgique (sous la marque Poweo), plus de 2,3 millions de sites clients résidentiels et non résidentiels.

Opérateur intégré, le groupe intervient dans la production d'électricité avec deux centrales thermiques à Cycle Combiné au Gaz Naturel (CCGN) à Bayet dans l'Allier, et à Charleroi en Belgique, et développe également un outil de production de même technologie à Landivisiau, en Bretagne.

Direct Energie est également impliqué dans la production d'énergies renouvelables. En effet le groupe a annoncé en octobre 2017 l'acquisition de la société Quadran, un des leaders indépendants de la production d'énergie verte en France.

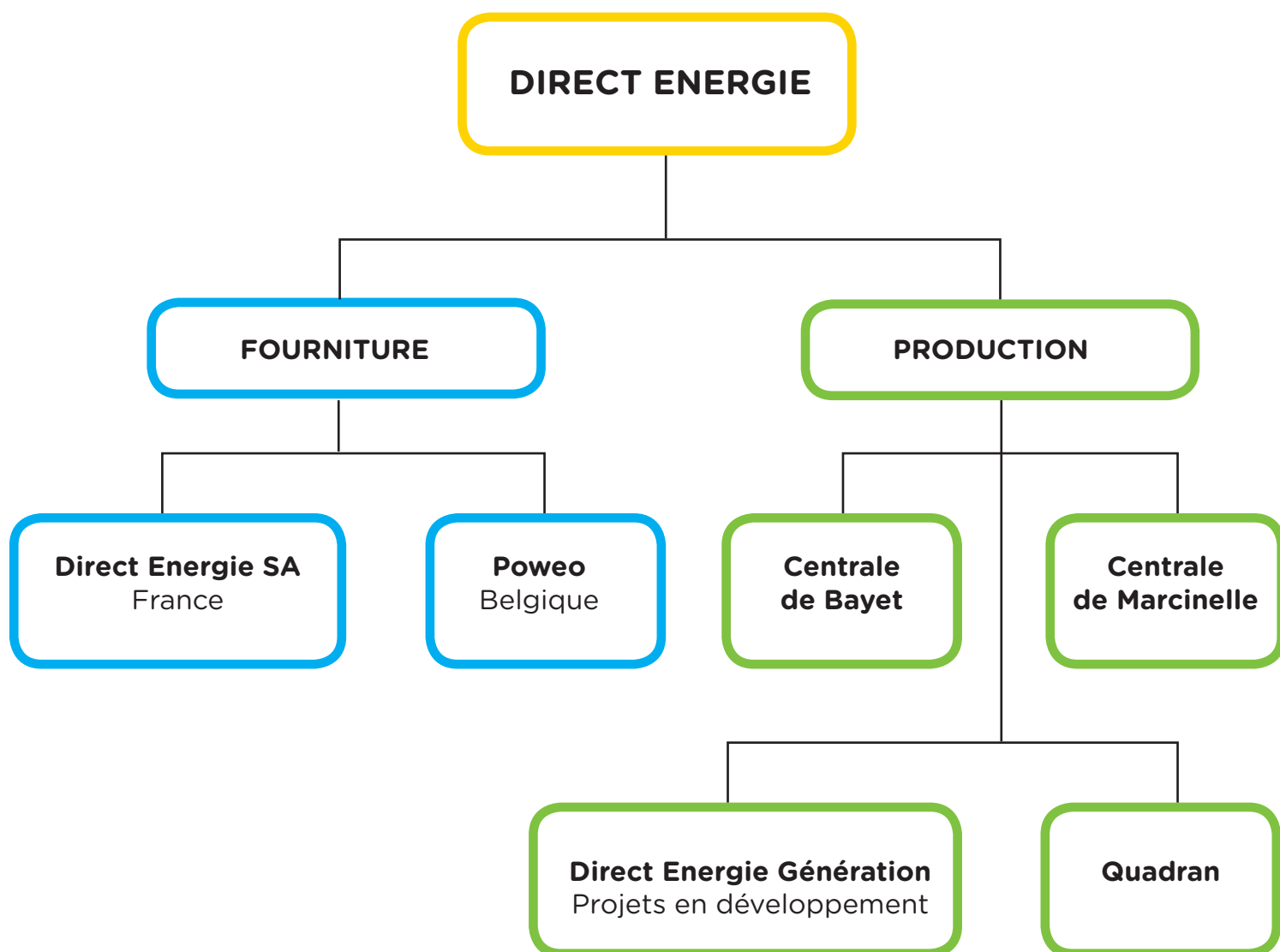
Le groupe fonde son succès depuis plus de quatorze ans sur son expertise technique, l'excellence de sa relation clients et sa capacité à innover.

DIRECT ENERGIE EN 2017



LES PRINCIPES DU GLOBAL COMPACT

ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU GROUPE DIRECT ENERGIE



LES PRINCIPES DU GLOBAL COMPACT

Direct Energie garantit sa pleine adhésion aux principes du Global Compact et leur appropriation par l'ensemble des salariés grâce à la définition d'objectifs structurants.

DROITS DE L'HOMME

Objectif : Garantir le respect des engagements humains et environnementaux dans toutes les démarches de Direct Energie

- **Principe 1 :** Direct Energie s'engage à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme
- **Principe 2 :** Direct Energie veille à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme

CONDITIONS DE TRAVAIL

Objectif : Satisfaire les droits fondamentaux de l'ensemble des collaborateurs et défendre leur bien-être au sein de Direct Energie

- **Principe 3 :** Direct Energie est attentive au respect de la liberté d'association et reconnaît le droit de négociation collective
- **Principe 4 :** Direct Energie s'engage à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire
- **Principe 5 :** Direct Energie promeut l'abolition effective du travail des enfants
- **Principe 6 :** Direct Energie veille à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession

ENVIRONNEMENT

Objectif : Placer l'exigence écologique et la responsabilité environnementale au cœur de l'activité de Direct Energie

- **Principe 7 :** Direct Energie veille à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement
- **Principe 8 :** Direct Energie s'engage à défendre les initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
- **Principe 9 :** Direct Energie favorise la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

CORRUPTION

Objectif : Fonder l'ensemble des activités des collaborateurs de Direct Energie sur les principes d'intégrité, d'honnêteté et de transparence.

- **Principe 10 :** Direct Energie agit contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

DROITS DE L'HOMME

OBJECTIF : GARANTIR LE RESPECT DES ENGAGEMENTS HUMAINS ET ENVIRONNEMENTAUX DANS L'ENSEMBLE DES DEMARCHES DE DIRECT ENERGIE

- **Principe 1 :** Direct Energie s'engage à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme
- **Principe 2 :** Direct Energie veille à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme

Entreprise du XXI^{ème} siècle, Direct Energie s'est toujours développée dans un respect implicite et volontaire des droits humains. La reconnaissance des 10 principes promus dans le Global Compact permet la concrétisation de son adhésion à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX

Le groupe a formalisé cette année son Code de déontologie des affaires, qui traite de l'ensemble des droits fondamentaux de l'ensemble des collaborateurs notamment le respect de la vie privée des collaborateurs et la lutte contre le harcèlement moral et sexuel et les comportements sexistes.

Entreprise à taille humaine, Direct Energie mise sur l'intelligence collective de l'ensemble de ses collaborateurs pour permettre à chacun de développer ses talents et de se construire au sein de l'entreprise. A ce titre l'engagement, l'initiative et la liberté d'innover de chacun sont encouragés à tous les niveaux de l'organisation. La Direction des ressources humaines est engagée pleinement dans la formation et l'acquisition de compétences métiers, permettant l'épanouissement professionnel de chacun. Direct Energie encourage également la mobilité interne, que ce soit à l'initiative de l'entreprise ou bien du collaborateur lui-même.

RESPECT ET PROMOTION DES DROITS HUMAINS POUR LES ENTREPRISES PARTENAIRES

Direct Energie travaille ainsi en collaboration avec plusieurs fournisseurs ayant été choisis selon des exigences sociales précises : respect des droits de l'homme (adhésion au Global Compact), qualité des ressources humaines (Label de Responsabilité Sociale et label Top Employeur), respect et promotion de la diversité (Charte de la diversité)... Le Groupe garantit ainsi un engagement concret de ses prestataires en faveur de la santé et de la sécurité de leurs employés.

Direct Energie intègre par ailleurs des clauses contractuelles imposant à ses fournisseurs de respecter la réglementation sociale et d'appliquer le droit du travail en vigueur dans le pays concerné ; et se réserve le droit de rompre la collaboration en cas de manquement à cette réglementation.

ENTREPRISE RESPONSABLE AU SERVICE DES CONSOMMATEURS

Entreprise responsable, Direct Energie intègre la promotion des droits fondamentaux au cœur de son activité d'énergéticien.

• Dispositifs internes de lutte contre la précarité énergétique :

Dans ce cadre, Direct Energie s'engage directement pour aider ses clients en situation de précarité énergétique, à qui l'entreprise propose des dispositifs de soutien préventif (promotion des éco-gestes et des auto-relèves et de la mensualisation...) et curatif (application des tarifs sociaux et du chèque énergie, nomination de correspondants solidarité, recherche de solutions de règlement amiable...). L'entreprise a également mis en place le « pôle solidarité », composé de 14 personnes en contact quotidien avec les interlocuteurs principaux des consommateurs (assistantes

DROITS DE L'HOMME

sociales, Banque de France, organismes tutélaires...) pour trouver des solutions aux difficultés qu'ils peuvent rencontrer. Elle gère également tous dossiers de demandes d'aides financières (FSL, Aides Sociales, CAF...), dossiers de surendettement et dossiers de protections de majeurs.

• Participation à l'expérimentation du chèque énergie :

Le Groupe est également engagé dans l'expérimentation du chèque énergie, prévue par la loi de Transition Energétique (Article 201), et qui a été lancée en 2016 dans les 4 départements d'Ardèche, Aveyron, Côtes d'Armor et Pas-de-Calais, dans lesquels Direct Energie compte plus de 9 000 clients. Destiné à être généralisé au 1er janvier 2018, le chèque énergie est un titre de paiement qui permet aux anciens bénéficiaires des tarifs sociaux de l'énergie (tarif de première nécessité pour l'électricité et tarif spécial de solidarité pour le gaz) de payer leurs factures énergétiques ou de réaliser des travaux de rénovation et d'efficacité énergétique au sein de leurs logements. Directement concerné par cette réforme, Direct Energie contribue à ce titre au bon suivi de l'expérimentation et de son efficacité.

• Engagement au sein de l'Observatoire National de la Précarité Énergétique :

Direct Energie est également membre depuis 2017 de l'Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE), dont elle copilote le Comité Stratégique. Créé en 2012 pour une période de 3 ans, l'Observatoire National de la Précarité Énergétique a été relancé en 2017, sous l'impulsion du Ministère de la Transition écologique et solidaire ; du Ministère du Logement ; et de l'Agence de l'Environnement et la Maîtrise de l'Energie (ADEME). L'ONPE s'est ainsi fixé plusieurs objectifs principaux, dont l'observation de la précarité énergétique et analyse des politiques publiques associées et la contribution à l'animation du débat national sur la précarité énergétique.

En tant que membre du comité stratégique de l'Observatoire, Direct Energie entend s'impliquer directement dans la satisfaction de ces différents objectifs, afin de contribuer à une meilleure compréhension du phénomène de précarité énergétique en France.

L'ONPE a lancé ses travaux au début de l'année 2017, par l'animation de plusieurs groupes de travail, destinés à se réunir régulièrement pendant les 3 ans et auxquels Direct Energie participe activement.

• Partenariat avec Electriciens Sans Frontières :

Enfin, Direct Energie a renouvelé cette année son engagement avec Electriciens Sans Frontières. Après avoir soutenu un projet en Asie, l'entreprise a cette année choisi de défendre le projet de restauration et d'extension de l'école de Poggy, en Haïti. L'objectif principal est d'assurer la fourniture de services énergétiques fiables et sécurisés dans les bâtiments du site, qui accueille 160 élèves, répartis en 8 classes avec 9 enseignants.

CONDITIONS DE TRAVAIL

OBJECTIF : SATISFAIRE LES DROITS FONDAMENTAUX DE L'ENSEMBLE DES COLLABORATEURS ET DEFENDRE LEUR BIEN-ETRE AU SEIN DE DIRECT ENERGIE

- **Principe 3 :** Direct Energie est attentive au respect de la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective
- **Principe 4 :** Direct Energie s'engage à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire
- **Principe 5 :** Direct Energie promeut l'abolition effective du travail des enfants
- **Principe 6 :** Direct Energie veille à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession

Direct Energie est une entreprise consciente de la valeur de son patrimoine humain. Comme déjà mentionné, le groupe mise en effet sur l'intelligence collective de l'ensemble de ses salariés pour développer son activité et garantir l'épanouissement de chacun. Dans cette même perspective, le groupe entend également offrir à tous les collaborateurs les conditions de travail nécessaires autant à son implication qu'à son bien-être.

ENGAGEMENT POUR LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATION

Direct Energie est une entreprise française qui s'applique à respecter, sans concession, le droit français pour le développement de ses activités, en particulier par le respect et l'application des règles relatives au droit du travail.

Ainsi, le groupe s'engage prioritairement pour la lutte contre la discrimination et le respect de la diversité. Cette politique ambitieuse s'est concrétisée cette année par une promotion active de la place des femmes dans la société, qui représentent ainsi 45% de ses effectifs totaux. Ainsi, le nombre de femmes avec encadrement a-t-il augmenté de plus de 20% entre 2015 et 2016. Par ailleurs, dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires tenues en 2016, une commission Egalité réelle professionnelle femmes/hommes a été constituée. Un accord sur l'égalité réelle professionnelle femmes/hommes devrait également voir le jour courant du premier semestre 2017. Le même objectif de promotion de l'égalité professionnelle entre les sexes est défendu dans l'ensemble des filiales du groupe, y compris dans sa filiale de Bayet, qui a signé en octobre 2015 l'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la branche professionnelle des industries électriques et gazières. Ainsi, malgré une population quasi exclusivement masculine sur ses postes de techniciens, la centrale de Bayet dispose d'un taux d'encadrement féminin positif de plus 50%.

RÉMUNÉRATION

• Structure de la rémunération :

Direct Energie s'attache à définir des conditions d'une rémunération juste et équilibrée, fixée sur la base d'un salaire fixe versé sur 12 mois ainsi que sur un variable annuel individuel. Ainsi, entre 2015 et 2016, le salaire médian a-t-il augmenté de 3,14%.

• Intéressement et participation :

En mai 2007, un accord d'intéressement a été mis en place au sein de Direct Energie SA, dont les modalités de versement sont revues annuellement dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO). Ainsi, au titre de l'année 2016, la prime globale d'intéressement pour Direct Energie SA s'élève à 381 975€.

Un accord de participation a également été mis en place en juin 2006 au sein de Direct Energie SA, selon une méthode de calcul définie conformément aux dispositions du Code du Travail. Ainsi, au titre de l'année 2016, la contribution de Direct Energie SA s'élève à 1 972 806 €. La société a par ailleurs mis en place un système d'abondement en cas de placement d'une partie ou de la totalité de la participation et/ou de la prime d'intéressement.

CONDITIONS DE TRAVAIL

• Plan d'Épargne Entreprise (PEE) :

Les salariés de Direct Energie SA bénéficient d'un Plan d'Épargne Entreprise leur permettant de placer tout ou partie de leur épargne salariale dans des conditions fiscales et sociales privilégiées. Ainsi, au 31 décembre 2016, 579 192 euros étaient placés sur ces différents fonds.

Début 2017, un nouveau fonds de placement détenant des actions de Direct Energie a également été ouvert, permettant aux salariés d'en acquérir directement des parts. Suite au versement de la prime d'intéressement et de la participation, 61% des salariés ont choisi d'investir dans le FCPE Direct Energie.

MAINTIEN ET AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

• Priorité pour la santé et la sécurité dans l'ensemble du groupe :

Dans le cadre de sa politique de santé et de sécurité, Direct Energie se conforme aux obligations du Code du Travail, lequel engage l'employeur au respect d'une série de principes, visant notamment à éviter les risques et les combattre à la source ; adapter le travail à l'homme, en particulier pour ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que les choix des équipements de travail ; et, plus généralement à prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle¹.

Dans cet objectif, Direct Energie a mis en place une importante campagne de formation dédiée à la sécurité en 2016. Ainsi, 27 collaborateurs du siège ont pu bénéficier d'une formation dédiée à la manipulation des extincteurs et 53 d'une formation à l'évacuation des locaux en cas d'urgence.

La même attention aux conditions de travail est apportée à l'ensemble des filiales du groupe. Ainsi, la centrale de Bayet fait elle l'objet d'une politique de santé et de sécurité adaptée aux risques inhérents à cette activité. L'ensemble des dispositifs mis en œuvre et le suivi de leurs résultats sont inventoriés dans le Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP), révisé annuellement. Accessible à l'ensemble des salariés, ce document permet à la fois un suivi rigoureux des risques qui se présentent aux différents postes de travail et le développement du dialogue social autour des enjeux de santé et de sécurité.

• Campagne de rénovation des locaux :

Occupant ses locaux parisiens depuis 2008, Direct Energie a par ailleurs lancé depuis 2015 une vaste campagne de rénovation de l'ensemble de ses bureaux, qui s'est poursuivie cette année par l'ouverture d'un nouvel espace d'environ 400 m², qui, en plus de matériel et d'équipements entièrement neufs, permet aux salariés de bénéficier d'une organisation en « Living Office », dispositif garant de souplesse et de liberté. En effet, le living office met à disposition des salariés de nombreux espaces de travail pensés pour chaque moment de la journée du collaborateur : bureau fermé individuel, plateaux assis/debout, petites salles et grands salles de réunion. Le collaborateur est invité à se déplacer en fonction de ses besoins tout au long de sa journée de travail.

LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET DROIT DE NÉGOCIATION COLLECTIVE

Conformément à ses obligations légales, l'entreprise garantit la réunion régulière des Instances Représentatives du Personnel : Comité d'Entreprise ; Délégués du Personnel ; Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. La participation des délégués syndicaux aux Négociations Annuelles Obligatoires mises en place en 2013 (NAO) est garantie.

Dans ce cadre, la définition de conditions de travail saines ont été mises au cœur des Négociations Annuelles Obligatoires avec la Délégation Syndicale, lesquelles ont porté entre autres sur les sujets suivants :

- Mise en place d'un partenariat avec les Crèches Babilou ; avec la mise en place d'un berceau « test » à la rentrée 2016 et l'extension du dispositif avec 2 berceaux supplémentaires en septembre 2017.
- Mise en place d'un Compte-Épargne Temps (CET) en novembre 2017 afin de permettre aux collaborateurs de placer

¹- Article L4121-2 du Code du Travail.

CONDITIONS DE TRAVAIL

des jours non utilisés.

- Mise en place de la prise en charge partielle du coût du passeport pour les collaborateurs se déplaçant à titre professionnel dans les pays étrangers, particulièrement le Maroc.

- Organisations des élections des Instances Représentatives du Personnel (Comité d'Entreprise ; Délégués du Personnel ; Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) d'ici fin 2017

PROMOTION DE LA CULTURE D'ENTREPRISE

Direct Energie est très attachée à la défense de sa culture d'entreprise, qu'elle entend promouvoir auprès de tous ses collaborateurs. L'intégration des nouveaux collaborateurs est primordiale. En plus d'un livret d'accueil distribué à tous les nouveaux collaborateurs pour faciliter leur intégration, un « portrait des nouveaux » est également diffusé sur le blog interne et un petit-déjeuner d'accueil est organisé avec le PDG de l'entreprise.

Comme les années précédentes, le groupe a de nouveau organisé cette année un séminaire d'entreprise, rassemblant l'ensemble des collaborateurs du groupe et de ses filiales lors d'un événement organisé à l'extérieur de ses locaux. Comme annoncée dans la COP 2016, un fonds de solidarité interne a été mis en place, permettant d'apporter un soutien financier à des projets humanitaires ou sociaux dans lesquels les collaborateurs sont investis. En 2016, 9 collaborateurs ont ainsi déposé un dossier de candidature, qu'ils ont ensuite défendu lors d'une soutenance devant un jury composé notamment de 3 collaboratrices volontaires. Un prix du jury a été décerné, et l'ensemble des projets présentés ont reçu une subvention.

L'entreprise fait par ailleurs bénéficier ses collaborateurs de jours supplémentaires à ceux prévus par la convention collective dans plusieurs cas : journées ancienneté, aménagement du temps de travail des femmes enceintes, enfant malade... Le temps partiel est également favorisé pour permettre aux collaborateurs de concilier vie familiale et vie professionnelle. Un accord a ainsi été mis en place avec la Délégation syndicale afin de réduire à 2 mois la demande de passage à temps partiel.

ENVIRONNEMENT

OBJECTIF : PLACER L'EXIGENCE ECOLOGIQUE ET LA RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE AU CŒUR DE L'ACTIVITE DE DIRECT ENERGIE.

- **Principe 7 :** Direct Energie veille à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement.
- **Principe 8 :** Direct Energie s'engage à défendre les initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.
- **Principe 9 :** Direct Energie favorise la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

En tant que fournisseur d'énergie et producteur d'électricité, Direct Energie est particulièrement attachée à l'impératif écologique qu'elle a placé au cœur de son activité tout autant que de ses engagements sociétaux. Par la reconnaissance des 10 principes promus dans le Global Compact, Direct Energie concrétise son adhésion à la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement.

FOURNISSEUR D'ÉLECTRICITÉ VERTE

Historiquement parmi les premiers fournisseurs « vert » sur le marché français, Direct Energie propose une gamme d'offres complètes et personnalisées, permettant aux consommateurs de choisir librement celle qui leur correspond. Ainsi, la nouvelle offre verte de Direct Energie, lancée en 2016, s'inscrit dans la continuité de la précédente offre proposée par le groupe, tout en améliorant la traçabilité : l'électricité, d'origine 100% éolienne et solaire, bénéficie ainsi du système des garanties d'origine qui permet que, pour chaque MWh vendu dans le cadre de cette offre, Direct Energie garantit l'injection sur le réseau d'une quantité équivalente d'énergie éolienne et solaire. Une seconde offre verte pour le gaz a également été lancée cette année, intégrant 10% de biométhane français, dans la logique de l'objectif de la politique énergétique nationale.

PRODUCTEUR DANS LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

• Développement et exploitation des centrales à gaz :

Le groupe a également décidé de poursuivre son activité de producteur, déjà entamé en 2015 par l'acquisition de la centrale à gaz de Bayet, par l'acquisition d'une centrale de même technologie à Marcinelle. Les centrales à Cycle Combiné au Gaz Naturel contribuent directement à l'approvisionnement du parc électrique français et offrent une réponse flexible à l'intermittence des énergies renouvelables. Elles figurent par ailleurs parmi les technologies les moins émettrices de CO₂. Ainsi, selon le Gestionnaire de Réseau de Transport RTE, les CCG représentent un facteur d'émission de 0,359 t/MWh de CO₂ ; contre 0,777 t/MWh CO₂ pour les Turbines à Combustion et 0,956 t/MWh CO₂ pour les centrales à charbon².

Dans le cadre de cette politique d'exploitation des CCG, Direct Energie veille également à ce que ces centrales intègrent elles-aussi le respect de l'environnement au cœur de leur activité. Ainsi, la centrale de Bayet a-t-elle obtenue en juin 2016, après un processus de 2 ans, la norme ISO 14001. Cette norme engage la centrale dans un

2- Source : Portail « Eco2Mix » - RTE

processus d'amélioration continue de sa politique de management environnemental, dont le suivi est assuré par un audit annuel et par un audit de renouvellement ayant lieu tous les 3 ans. Cet audit sert ensuite de base à la définition d'un plan d'action établissant concrètement les moyens engagés pour répondre aux priorités mises à jour. En 2016, la centrale enregistrait ainsi un taux de réalisation de son plan d'action de 70% et un taux de conformité aux audits Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE) de plus de 80%.

La centrale de Marcinelle est elle aussi engagée dans la norme ISO 14001 et la norme de Management de la santé et de la sécurité au travail OHSAS 18001, toutes deux obtenues en décembre 2013. Soumise à deux audits de suivi annuel interne et externe, ces normes font également l'objet d'un audit de renouvellement tous les 3 ans, qui a été obtenu en 2016. Comme pour la centrale de Bayet, Marcinelle est elle aussi soumise à une obligation de suivi strict des actions qu'elle met en place et de leurs résultats.

La politique QHSE des centrales est mise en œuvre par un responsable unique sur chacun des sites, qui en assure la coordination, le suivi et la diffusion en interne.

En parallèle, le groupe poursuit également sa stratégie industrielle ambitieuse en développant des nouvelles capacités de production. En février 2012, le consortium Direct Energie Siemens, a remporté un appel d'offres organisé par l'Etat français, pour la construction d'une centrale thermique Cycle Combiné au Gaz Naturel d'une puissance 400 MW sur la commune de Landivisiau (Finistère). Dans le cadre des travaux préalables au lancement du chantier, le groupe est très attaché à la protection de l'environnement et de la biodiversité sur place, notamment par un soin particulier apporté à la protection des mares, haies bocagères, barrières géotextiles, ou espèces présentes sur le site. Dans un souci de qualité de suivi, la rédaction des rapports de suivis faunistiques a été entreprise dès 2016. Un premier rapport sera rendu à la rentrée prochaine. D'autres rapports seront ensuite publiés annuellement durant toute la phase chantier ainsi que pendant les 3 premières années d'exploitation, conformément aux obligations légales.

•Développement des énergies renouvelables :

✓ Rapprochement stratégique dans les énergies renouvelables

En octobre 2017, Direct Energie a finalisé l'acquisition auprès de Lucia Holding de 100% des titres de Quadran, l'un des principaux producteurs d'énergies renouvelables en France. Cette opération porte sur un périmètre intégrant les activités éoliennes terrestres, solaires, hydrauliques et biogaz en France de Quadran.

✓ Développement du biométhane

Le groupe Direct Energie est actif sur l'achat du biométhane et des garanties d'origine produits par toute unité de méthanisation (agricole, industrielle, territoriale...).

La première unité de production de biométhane qui injecte dans le périmètre d'expédition de Direct Energie est l'unité de méthanisation agricole de la SCEA des Longchamps (Belfort), qui produit depuis août 2015. Cette unité permet d'injecter sur le réseau 7 GWh par an de biométhane et d'émettre les garanties d'origine associées pour une durée de 15 ans. Cette production permet de couvrir les besoins en gaz de l'équivalent de 600 clients résidentiels.

Direct Energie est également présent sur le segment de la production de biométhane par le développement de projets de méthanisation pour injection qui présentent un caractère innovant.

Fin 2013, Direct Energie a initié en Bretagne le développement du projet CoBiogaz de production de biométhane agricole multi-sites associé à un système de collecte. Plusieurs petites unités de méthanisation seront mutualisées et le biogaz sera transporté par la route pour être injecté en un point unique dans le réseau de gaz. Le projet devrait produire à terme environ 17 GWh par an de biométhane, soit l'équivalent de la consommation de 1500 clients résidentiels.

✓ Développement de l'hydroélectricité

Direct Energie valorise la production de centrales électriques renouvelables, notamment hydroélectriques. A ce jour, l'entreprise optimise et valorise la production de 5 centrales hydrauliques.

ENVIRONNEMENT

D'autre part le groupe est candidat au renouvellement des concessions hydroélectriques, première source d'énergie renouvelable en France. Cette mise en concurrence, actuellement à l'étude par les pouvoirs publics, pourrait être lancée prochainement suite à l'introduction d'un nouveau cadre permettant le regroupement des barrages ou la possibilité de créer des sociétés d'économie mixte avec les territoires.

L'INNOVATION AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Par ailleurs, conformément au principe de mise au point et de diffusion de technologies respectueuses de l'environnement défini par le Global Compact, Direct Energie met l'innovation au cœur de sa stratégie. Le déploiement des compteurs intelligents LINKY en électricité et GAZPAR en gaz participe directement de cette volonté d'exploiter le numérique au profit de la transition énergétique. Le Groupe a ainsi lancé en 2017 une ambitieuse politique destinée à permettre à tous les consommateurs d'agir concrètement sur leurs consommations et d'ainsi mieux consommer et réduire leurs factures, tout en conservant le même confort domestique. Désireux de mettre la révolution numérique au service de la transition énergétique, Direct Energie a ainsi conçu 3 innovations majeures :

- « OnOff », dispositif permettant au consommateur de piloter sa consommation en rendant service aux clients et au réseau électrique. Concrètement, OnOff permet ainsi d'allumer ou d'éteindre ses équipements à distance par l'installation d'un module spécifique dans le tableau électrique et relié à la box internet. Le consommateur bénéficie en complément d'une application dédiée, permettant de programmer et de suivre en direct ses consommations ; et de réaliser ainsi des économies d'énergie. OnOff est également la première solution française qui participe en permanence et en temps réel à l'équilibre du réseau électrique, en permettant le déplacement de la consommation des clients Direct Energie en cas de perturbation sur le réseau.
- « ATOME », solution qui permet le transfert des données issues du compteur Linky sur la box internet, puis sur une application dédiée via un serveur sécurisé. Le dispositif permet ainsi au consommateur de visualiser sa consommation en temps réel sur son smartphone, et d'agir en conséquence pour la maîtrise de sa consommation.
- « MAESTRO », objet connecté dédié qui permet l'affichage des informations énergétiques du client en temps réel sur une plate-forme design, connectée à la box internet et au compteur Linky. Le client peut ainsi suivre sa consommation et bénéficier en temps réel d'analyses personnalisées. Maestro entend ainsi devenir à terme le pilote de l'ensemble des objets connectés de la maison.

Grâce à l'ensemble de ces innovations, Direct Energie prouve son rôle d'energéticien du XXIème au service de la transition énergétique. Par ailleurs, au-delà même de ces dispositifs, Direct Energie s'attache à mettre à disposition de ses clients un ensemble de services destinés à les assister et à les conseiller dans leurs comportements énergétiques. Avec l'aide des nouvelles technologies et des outils numériques (réseaux sociaux, application dédiée...), le Groupe garantit ainsi :

- Des coachs dédiés pour accompagner les clients équipés de Linky ;
- La garantie facture : une facturation au réel grâce à Linky ;
- Un diagnostic de performance énergétique en 7 minutes ;
- Tous les ans un RDV énergie avec un conseiller pour apprendre à mieux consommer.

Enfin, Direct Energie s'est engagée en 2016 aux côtés du Ministère de l'Energie par la mise en place des « passeports de rénovation énergétique ». Le dispositif s'appuie sur la réalisation d'un pré-audit numérique réalisé par les consommateurs à partir de la plateforme « ADRIEN » de Direct Energie, qui s'appuie sur l'expertise du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) pour proposer une analyse complète du logement. Le bilan énergétique ainsi réalisé est complété de préconisations de travaux personnalisées et d'une mise en relation avec des entreprises qualifiées « RGE rénovation globale ».

LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX USAGES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En parallèle, le groupe s'engage également pour le développement des nouveaux usages, destinés à promouvoir de nouveaux modes de consommations, moins carbonés. Direct Energie a ainsi annoncé le lancement, avec le groupe automobile PSA, d'une expérimentation sur le véhicule électrique, destinée à faciliter l'intégration des bornes de recharge sur le réseau et à permettre le pilotage intelligent de la recharge. Dans un contexte de croissance du parc de véhicules électriques, il est en effet indispensable de garantir que la recharge des batteries puisse se faire en prenant en compte son impact sur le réseau, en particulier en période de pointe. Le pilotage des bornes permet ainsi d'envoyer au consommateur un signal-prix efficace pour choisir le moment le plus adapté pour sa recharge. Dans ce cadre, Direct Energie est également membre de l'Avere-France, l'Association Nationale pour le Développement de la Mobilité Electrique qui promeut l'utilisation des véhicules électriques et hybrides en France.

ENTREPRISE CITOYENNE ET RESPONSABLE

Pour faire la promotion des modes de transport non polluants, Direct Energie a mis en place différentes actions en complément de la prise en charge des abonnements aux cartes de transport (Navigo et SNCF) :

- Prise en charge de l'abonnement Vélib' depuis 2009 : les collaborateurs bénéficient d'une prise en charge à hauteur de 50% de leur abonnement aux vélos en libre-service de la Ville de Paris.
- Prise en charge de l'abonnement Autolib' depuis 2015 : les collaborateurs bénéficient d'une prise en charge à hauteur de 30% de leur abonnement aux automobiles électriques de l'agglomération parisienne (cumulable avec l'abonnement Vélib').
- Indemnités kilométriques vélo depuis 2015 : les collaborateurs se déplaçant à vélo pour se rendre sur leur lieu de travail bénéficient d'une indemnité kilométrique à hauteur de 25 centimes par kilomètre (plafonnée à 90€ par mois).

Le groupe est également engagé dans une démarche de tri sélectif de ses déchets :

	Poids recyclé cumulé (kg) en 2016	Equivalence en produits finis réalisés à partir des déchets recyclés
Papiers	1625 (+56% vs 2015)	528 ramettes
Carton	47 (+17%)	103 cartons
Capsules Nespresso	947 (+32%)	34 vélos

- Politique de compensation carbone :

Dans la continuité des engagements déjà pris en 2015, et explicité dans la COP 2016, Direct Energie a poursuivi cette année son action pour la compensation de ses postes d'émissions incompressibles. Ainsi, Direct Energie s'est engagée en 2016 dans un projet de compensation carbone de l'ensemble des déplacements des collaborateurs (trajets professionnels et domicile/travail) par le soutien au projet « Sichuan Biogas » développé au Chine, qui consiste à mettre à disposition de plus de 2 000 ménages des installations de biogaz en substitut du charbon, permettant une réduction de la pollution de l'air intérieur et une amélioration des conditions sanitaires.

Ce projet permet ainsi de compenser les émissions générées par les déplacements professionnels, les déplacements domicile/travail des collaborateurs et la déclaration « Ecofolio » pour un volume total de 370 téqCO2.

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

OBJECTIF : FONDER L'ENSEMBLE DES ACTIVITES DES COLLABORATEURS DE DIRECT ENERGIE SUR LES PRINCIPES D'INTEGRITE, D'HONNETETE ET DE TRANSPARENCE.

• **Principe 10 :** Direct Energie agit contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

ENGAGEMENT DANS UNE DEMARCHE DE DEONTOLOGIE INTERNE FORTE

Inscrite au coeur de la politique de Direct Energie et de ses activités depuis sa création, la lutte contre la corruption et l'affirmation d'une pratique des affaires responsables sont en train d'être formalisées par la publication du Code de déontologie des affaires du Groupe, destiné à donner un cadre strict nécessaire à la bonne conduite des affaires. Celui-ci sera diffusé d'ici le début d'année 2018.

Ce Code traitera spécifiquement de la question de l'éthique des affaires, déclinée en plusieurs volets distincts et complémentaires :

- La corruption,
- Les conflits d'intérêts,
- La question de la transparence dans le domaine de la relation client,
- L'engagement pour une stratégie d'achat responsable.

MISE EN ŒUVRE D'UN LOBBYING RESPONSABLE

En complément de cette démarche volontairement menée, Direct Energie est également engagée pour le respect de ses obligations légales définies dans la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi « Sapin II ». Dans son article 25, ce texte prévoit un encadrement renforcé du régime de transparence des rapports entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics par la création d'un répertoire numérique destiné à « assurer l'information des citoyens sur les relations entre les représentants d'intérêts et les pouvoirs publics ».

Disposant d'une Direction de la Communication et des Relations Institutionnelles dont l'activité est dédiée à la représentation des intérêts de l'entreprise, Direct Energie s'attache donc à la plus grande transparence dans les relations qu'elle exerce avec les décideurs publics.

Le régime défini par la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique prévoit ainsi :

- L'identification explicite des personnes chargées de la représentation d'intérêt au sein de l'entreprise
- Le reporting précis de l'ensemble des actions menées, incluant le type de décision publique visée (texte de loi, acte réglementaire....), son contenu, le type d'action menée (rendez-vous, colloque, envoi de lettres...), ainsi que la catégorie des décideurs rencontrés.
- Par ailleurs, en cas de non-respect de ces obligations, Direct Energie pourra faire l'objet d'une procédure de sanction prévue par la loi³.

²- Source : Portail « Eco2Mix » - RTE

³- Compte tenu de la nouveauté de l'ensemble de ces dispositions, les autorités françaises ont décidé d'un calendrier progressif pour leur entrée en vigueur, permettant l'adaptation de l'ensemble des parties-prenantes. Pour cette raison, Direct Energie n'a pas encore finalisé la totalité des démarches nécessaires à ce nouveau régime, mais est toutefois très attentive au respect du calendrier fixé.

ANNEXE : INDICATEURS

DONNEES ECONOMIQUES	2015	2016
Chiffre d'affaires consolidé (M€)	1016,5	1 692,4
Résultat Opérationnel Courant (M€)	34	86,8
Résultat net part du groupe (M€)	27,2	123,6
Cours de bourse ou valorisation titre (non coté) au 31/12 (€)	19,25	35.70
Capitalisation boursière ou valorisation (non coté) au 31/12 (M€)	785	1 471

GOVERNANCE	2015	2016
Fonctionnement des instances de gouvernance		
Existence d'un comité d'audit et des risques	OUI	OUI
Existence d'un comité des rémunérations et/ou des nominations	OUI	OUI
Publication du règlement intérieur du Conseil sur le site web	NON	OUI
Politique RSE et conduite des affaires		
Existence d'une politique de conduite des affaires et de lutte contre la corruption	OUI	OUI
Sensibilisation et formation des salariés à des enjeux de RSE du Groupe et/ou spécifiques à leur métier	OUI	OUI
Existence d'un responsable ou d'un comité en charge des enjeux de développement durable/RSE	NON	OUI

SOCIAL	2015	2016
Caractéristiques et politique sociale		
Effectif total DE SA en fin d'exercice (en ETP, y compris CDD, intérim, etc.)	317	343
Mise en place de restructurations ayant entraîné des licenciements économiques collectifs au cours de l'exercice	NON	NON
Age moyen de l'effectif	35,3	35,8
Nombre de cadres (%)	66	67
Conditions de travail		
Taux de rotation de l'emploi (%)	26	20,3
Existence de dispositifs de partage des bénéfices hors dispositifs légaux (intéressement, PERCO, actionnariat salarié)	OUI	OUI
Engagement dans la promotion du dialogue social et au respect du droit syndical	OUI	OUI
Développement des compétences		
Part de l'effectif ayant un entretien individuel annuel d'évaluation (%)	100	100
Taux de salarié ayant bénéficié d'une formation au développement des compétences (%)	29	23
Nombre moyen d'heures de formation par salarié	7	5

ANNEXE : INDICATEURS

SOCIAL	2015	2016
Egalité des chances		
Part des femmes dans l'effectif (%)	45	45
Nombre de femmes dans l'effectif cadre	26	31
Santé-sécurité		
Taux d'absentéisme pour maladie et accidents du travail (%)	5,3	5,6
Taux de fréquence des accidents du travail	14,48	10,41
Taux de gravité des accidents du travail	0,68	1

ENVIRONNEMENT	2015*
Consommation énergétique totale (MWh)	335
Réalisation / révision d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre au cours des trois derniers exercices	OUI
Emissions de gaz à effet de serre pour les scopes 1 (émissions directes) et 2 (émissions indirectes liées à l'énergie) (tonne CO2 eq.)	128
Emissions de gaz à effet de serre pour le scope 3 (émissions indirectes) (tonne CO2 eq.)	2693

*Données issues de l'audit énergétique réalisé en 2015 et devant être réactualisé tous les 4 ans.



@DirectEnergie



facebook.com/DirectEnergie

Siège social : 2 bis, rue Louis Armand – 75015 PARIS
442 395 448 RCS PARIS
www.direct-energie.com